

Jan Jambon

«Le pays est plus sûr qu'il y a un an»

Le ministre de l'Intérieur estime que beaucoup de moyens matériels et légaux ont été mobilisés dans la lutte contre le terrorisme. Mais il invite à rester vigilant.

PHRASES CLÉS

«Tant que le dernier habitant n'aura pas été persuadé que le radicalisme violent n'est pas une option, il faudra rester vigilant.»

«Se cacher seul pendant quatre mois est tout simplement impossible. Abdeslam, c'est plus qu'un individu et sa petite bande de malfaiteurs.»

INTERVIEW

JEAN-PAUL BOMBAERTS

Voici un an, au lendemain des attentats du 22 mars, il avait présenté sa démission. Démission aussitôt refusée par le Premier ministre Charles Michel. Aujourd'hui, un an après, c'est un Jan Jambon serein mais combatif qui s'est confié à L'Echo.

Lors d'une récente intervention devant le patronat flamand, vous avez affirmé que «le cancer n'est pas encore éradiqué». Où en est-on aujourd'hui?

Le pays est plus sûr qu'il y a un an. Beaucoup de moyens matériels et légaux ont été mobilisés dans la lutte contre le terrorisme. Mais notre adversaire n'est pas resté les bras croisés pour autant. Tant que l'Etat islamique existe, on ne pourra pas dire que le cancer a été éradiqué. Le même constat est valable chez nous: tant que le dernier habitant n'aura pas été persuadé que le radicalisme violent n'est pas une option, il faudra rester

vigilant. Il ne faut pas oublier que cette situation explosive est le résultat de longues années de laisser-faire. Il faut du temps pour corriger tout cela.

Un an après, vous regrettez votre déclaration sur les musulmans qui ont dansé après les attentats?

Non, je ne regrette pas cette déclaration. Ce que j'ai voulu dire par là, c'est que le soutien à l'extrémisme violent est beaucoup plus important que ce qu'on a bien voulu admettre jusqu'ici. Je ne dis pas que la majorité des musulmans qui vivent en Belgique adhèrent à cette façon de voir les choses. Ce n'est heureusement pas le cas. Mais ne pas désigner les choses par leur nom serait une omission coupable.

Peut-on admettre que Salah Abdeslam ait pu se cacher pendant quatre mois sans avoir bénéficié de complicités au sein de la population?

Se cacher seul pendant quatre mois est tout simplement impossible. Abdeslam, c'est plus qu'un individu et sa petite bande de malfaiteurs. Il a reçu de l'aide, c'est évident. L'attitude normale de tout citoyen aurait été de le dénoncer auprès de la police. Mais je le répète, seule une minorité au sein de la communauté musulmane est concernée.

Le Plan canal a été critiqué comme étant beaucoup de rhétorique et peu de résultats tangibles sur le terrain.

Je n'accepte pas cette critique. Au début, il y a eu un certain scepticisme, mais aujourd'hui j'entends que certaines communes, comme Forest par exemple, demandent pour pouvoir y participer. Le dispositif reste perfectible, mais les résultats engrangés jusqu'ici sont impressionnants. Nous avons effectué des milliers de perquisitions. Elles ont mené à la radiation d'environ 600 personnes qui n'habitaient pas là où elles étaient censées habiter. Tous les mois, nous effectuons entre 12 et 15 vastes opérations de police, ce qui nous a permis de localiser des caches d'armes et de démanteler des ateliers de fabrication de drogue. Nous avons aussi contrôlé 3.000

ASBL, dont 144 se sont avérées en lien avec la criminalité lourde ou le terrorisme. Ces dossiers ont été transmis au parquet et suivent leur chemin.

La police se plaint d'être écrasée par la charge de travail.

Je comprends mieux que quiconque ce que vivent nos policiers. N'oublions pas qu'il y a un an, ils ont eu à gérer quatre crises en un coup: le terrorisme, la crise de l'asile, les grèves dans les prisons et les suites du démantèlement de la jungle de Calais. La pression était énorme. Actuellement, nous sommes dans la phase la plus délicate: nous avons investi dans le renforcement des effectifs de police, mais il faut à présent les former. Il faut compter un an et demi pour qu'une recrue soit opérationnelle sur le terrain. Je ne peux pas me permettre d'envoyer sur le terrain des gens qui ne sont pas suffisamment formés. Nos dix écoles de police sont pleines à craquer et ce pour quelques années encore. Nous avons recruté 1.600 policiers en 2016. Nous en embaucherons 1.400 en 2017, 1.400 en 2018 et ainsi de suite. L'objectif, compte tenu des départs à la retraite, est d'arriver à un renforcement net des effectifs de 1.200 unités par an.

Des doutes subsistent quant à l'utilité de déployer des soldats dans les rues.

J'ai entendu des critiques au début, mais plus maintenant. Là où nos soldats sont déployés, la criminalité baisse, c'est un constat établi.

Par ailleurs, ces militaires représentent une extension des capacités policières. N'oublions pas que nous sommes toujours avec un niveau 3 de la menace. Ce qui suppose qu'un certain nombre de lieux fassent l'objet d'une surveillance et d'une protection spécifiques. À la Défense, nous avons des gens qui ont précédemment assuré la protection de l'aéroport de Kaboul. Pourquoi ne pourrions-nous pas utiliser ces capacités et ces compétences?

Les militaires vont-ils encore longtemps patrouiller en rue?

J'espère que non et que nous pourrions rapidement revenir à un niveau 2. C'est à l'Ocam, l'Office de coordination pour l'analyse de la menace, de prendre la décision.

Que pouvez-vous faire contre le «loup solitaire»? Ou devons-nous nous en remettre à la fatalité?

Il y a toujours eu des gens dérangés dans la société. La différence aujourd'hui, c'est qu'il y a une organisation, l'Etat islamique, qui pousse ces gens-là à passer à l'action. C'est ce qu'on a vu à Nice, à Charleroi et à Berlin. Je ne peux pas garantir à 100% la sécurité. En revanche, nous avons mis en place des dispositifs qui permettent de prévenir au maximum ce genre de scénario. J'estime du reste que le loup solitaire n'existe pas, à moins de parler d'un ermite vivant sur son rocher. Ceux qu'on considère comme des loups solitaires ont une famille et un cercle de connaissances qui sont en mesure d'observer des changements de comportements suspects. Je n'en dirai pas davantage sur ce que nous avons mis en place comme moyen de détection et de prévention, mais je puis assurer que notre position sur ce plan est meilleure qu'il y a deux ans.

Les frictions avec les services de renseignement français ont-elles été aplanies? La coopération franco-belge est excellente. Après les attentats de Paris, nous avons mis en place des équipes conjointes d'enquêteurs. Elles font et ont fait du bon travail. Aujourd'hui, la collaboration se poursuit dans un esprit de respect mutuel.

Avez-vous les moyens de surveiller les mosquées et les ASBL salafistes?

Je ne peux pas garantir la surveillance tous les jours de toutes les mosquées et les ASBL. Mais en coopération avec la Sûreté de l'Etat, nous nous sommes donné les moyens de les monitorer. Là aussi, des effectifs supplémentaires sont en train d'être formés.

L'audition des responsables de la Grande Mosquée de Bruxelles a mis en lumière certaines influences néfastes de l'étranger. Comment allez-vous y répondre?

J'ai demandé à l'Ocam il y a quelque temps de faire rapport sur le salafisme et le wahabisme en Belgique, plus particulièrement sur les flux financiers. Ce rapport a livré une conclusion inquiétante, c'est que là où

le soutien aux activités politiques, religieuses et violentes était relativement segmenté, aujourd'hui cette segmentation est en train de s'estomper. J'ai dès lors demandé à nos services d'élaborer un plan d'action. Ce plan d'action sera à l'agenda de notre prochaine réunion avec l'Ocam.

Vous ne craignez pas de froisser les Saoudiens au point qu'ils décident de geler leur projet d'investissement de 3 milliards d'euros dans le port d'Anvers?

Ce ne sont là que des hypothèses. Je ne tiens pas à mélanger notre sécurité et les intérêts économiques. La sécurité restera toujours prioritaire. Quel est le sens de vouloir attirer des investissements étrangers si c'est pour opérer dans un environnement d'insécurité? La politique de sécurité est du reste toujours le résultat d'une recherche d'équilibre, que ce soit par rapport au respect de la vie privée ou par rapport au développement économique. Si on ne garantit pas la sécurité, on peut casser l'économie. Mais inversement, si on renonce à soutenir notre économie, la sécurité se trouvera rapidement mise à mal.